

LA STRATÉGIE DE LA CHINE POUR FAIRE BASCULER TAÏWAN SANS UN COUP DE FEU

ou l'art chinois de transformer les crises en opportunités



*Zhang Xueliang avec Chiang Kai-shek
quelques années avant l'incident de Xi'an*

En évoquant « l'Incident de Xi'an » de 1936, cet article propose une grille de lecture historique pour comprendre comment la crise parlementaire taïwanaise de 2024-2025 pourrait servir les desseins du Parti communiste chinois (PCC). Il explore les conditions dans lesquelles le blocage institutionnel d'un pays peut être exploité par un acteur extérieur – en l'occurrence le PCC – sur les plans psychologique, informationnel et stratégique.

L'analyse met en parallèle les logiques de division, d'ingérence et de recomposition du pouvoir, tout en soulignant les différences fondamentales : nature du régime, solidité des institutions, neutralité des forces armées et environnement international dissuasif. L'analogie de Xi'an apparaît ainsi comme un outil d'analyse, un miroir qui invite à la vigilance, non une carte qui annoncerait le déclin.

Xi'an, décembre 1936

Deux généraux nationalistes enlèvent leur commandant en chef, Chiang Kai-shek, pour le forcer à cesser la guerre civile et s'unir avec leurs adversaires communistes contre le Japon. Ce qui aurait pu être un simple coup de force militaire devint, sous l'habile médiation du PCC, un tournant historique : la formation du Second Front uni. Huit décennies plus tard, Pékin semble s'inspirer des mêmes principes à Taïwan, mais avec des méthodes adaptées au XXI^e siècle : subversion politique, guerre cognitive et pression économique plutôt que revolvers et négociations secrètes. Depuis les élections taïwanaises de janvier 2024, l'île fait face à une crise institutionnelle sans précédent faite de blocage parlementaire, de polarisation sociale et de division de la classe politique. Pour le PCC, cette situation n'est pas une menace, mais une opportunité stratégique.

Comme en 1936, Pékin mise sur les divisions internes de son adversaire pour faire avancer son agenda, non par la force brute, mais par une combinaison de coercition douce, d'influence politique et de manipulation de l'opinion publique.

La première leçon de « la méthode Xi'an » repose tout d'abord sur l'exploitation des fractures politiques

En 1936, le PCC a profité des tensions entre Chiang Kai-shek et ses généraux Zhang Xueliang et Yang Hucheng pour s'imposer comme médiateur incontournable. En 2024, Pékin cible les lignes de faille entre un Parti démocrate progressiste (DPP) indépendantiste et un Parti nationaliste chinois (Kuomintang ou KMT) favorable au dialogue, entre un législatif dominé par le KMT et le Parti populaire taïwanais (TPP) et un exécutif tenu par le DPP, mais aussi à l'intérieur du KMT, partagé entre modérés et partisans d'un rapprochement plus rapide. Un exemple éloquent intervient en mai 2024 : alors que le Parlement taïwanais bloque le budget de la défense, des délégués du KMT rencontrent des représentants chinois à Shanghai, une première depuis 2016. La déclaration commune qui en découle, appelant à « renforcer les échanges économiques », est aussitôt amplifiée par la propagande du PCC comme preuve que « même les opposants au DPP reconnaissent la nécessité du dialogue ». Autre exemple éloquent : le 20 octobre 2025, à peine élue à la présidence du KMT, Cheng Li-wun a reçu un message personnel de félicitations de Xi Jinping l'enjoignant de « renforcer les fondations politiques communes » et « d'avancer la réunification nationale », une séquence symboliquement puissante qui a été immédiatement mise en avant par les médias d'État chinois et par les écosystèmes du Front uni pour accréditer l'idée d'un rapprochement « raisonnable » et « pacifique » sous sa direction ; entrée en fonctions le 1^{er} novembre 2025, Cheng, de son côté, se dit prête à rencontrer Xi Jinping et a multiplié les signaux rhétoriques en faveur de la paix et du dialogue tout en critiquant la ligne du DPP, offrant à Pékin un levier narratif supplémentaire pour fracturer l'opinion à Taïwan.

La deuxième leçon tient à l'art de se poser en solution plutôt qu'en menace

En 1936, le PCC a présenté la trêve avec Chiang comme une victoire pour la stabilité nationale. En 2024, Pékin ressasse un récit similaire : « la réunification pacifique mettra fin au chaos », proclament les éditoriaux du *Global Times* ; « la Chine offre la prospérité, Taïwan offre l'instabilité », répètent des campagnes coordonnées sur les réseaux sociaux *Weibo* et *Line* ; « les États-Unis abandonneront Taïwan en cas de crise », susurrent des opéra-

tions de désinformation ciblant les jeunes. Les chiffres, attribués à la *Taiwan Public Opinion Foundation* en 2024, tracent un paysage d'opinions vacillant : 42 % des 18-30 ans jugent que leur démocratie ne fonctionne pas bien, 28 % estiment que la Chine pourrait offrir une alternative stable et 15 % soutiennent un dialogue sous conditions avec Pékin, contre 5 % en 2020.

La troisième leçon consiste à neutraliser les gardiens traditionnels

Comme le PCC avait isolé Chiang en s'alliant avec ses généraux, Pékin s'emploie aujourd'hui à influencer les médiateurs d'opinion et les contre-pouvoirs. Des médias comme *China Times* et *United Daily News*, proches du KMT, relaient de manière récurrente les propositions chinoises de « réunification pacifique ». Des hommes d'affaires de premier plan, à l'image de Terry Gou, fondateur de *Foxconn*, prônent un rapprochement économique présenté comme indispensable au salut de l'industrie taïwanaise. Dans l'appareil militaire, des rumeurs de mécontentement à propos du budget de la défense, non confirmées mais amplifiées par les canaux pro-Pékin, cultivent le doute et la défiance.

Cette méthode s'appuie sur une boîte à outils hybride. La guerre cognitive déploie, partout en ligne de *Line* à *Facebook* ou *LinkedIn*, des narratifs qui décrivent la



DR
Cheng Li-wun, nouvelle dirigeante du Kuomintang (KMT), parti d'opposition nouvellement élu

démocratie taïwanaise comme un échec et propagent de faux sondages pro-Chine, avec pour effet de miner la confiance dans les institutions.

La pression économique fonctionne par à-coups, entre restrictions sur certaines importations et rumeurs de sanctions visant les semi-conducteurs, afin d'installer l'idée que « sans la Chine, pas de croissance ».

L'infiltration politique se traduit par des financements opaques de fondations et de think tanks proches du KMT, à l'instar de la *Straits Exchange Foundation*, qui

fabriquent des relais locaux à une parole de normalisation avec le continent.

La menace militaire, quant à elle, se met en scène par des exercices de l'Armée populaire de libération (APL) synchronisés avec les crises parlementaires taïwanaises pour suggérer l'inévitable puissance de Pékin face à un gouvernement « empêtré ».

Enfin, la diplomatie coercitive cherche à isoler Taïwan sur la scène internationale en poussant des pays tiers à revoir leurs relations avec Taïpei, afin d'accréditer l'idée que « personne ne vous soutiendra ».



Zhang Xueliang

En mars 2024, au plus fort d'un débat parlementaire sur la transparence des financements politiques, une opération que l'on pourrait qualifier de *Sunflower 2.0* voit des comptes automatisés, liés au Front uni, inonder les réseaux de messages accusant le DPP de vouloir diviser la société par une « loi anti-Chine ». La loi est rejetée par le KMT et le TPP, plusieurs députés participent ensuite à un forum à Shanghai sur la coopé-



Affiche du film sur la vie de Zhang Xueliang (*Shào Shuài* - Jeune Maréchal)

ration trans-détroit, et Pékin salue « un pas vers la raison ».

Dans ce contexte, le KMT occupe une place ambiguë, oscillant entre allié objectif et cheval de Troie. Officiellement, le parti refuse toute réunification précipitée. Pourtant, certaines de ses propositions, tel le plan de paix en cinq points défendu en 2023 par Hou Yu-ih, qui envisage des négociations directes avec Pékin sans garanties explicites de souveraineté, sont reçues avec bienveillance par la presse d'État chinoise au nom du pragmatisme. Des enquêtes médiatiques à Taïpei en 2024

évoquent des financements en provenance de filiales d'entreprises chinoises basées à Hong Kong au profit de fondations liées au KMT, pour des montants s'élevant à des centaines de millions de dollars taïwanais, avec pour finalité supposée de soutenir des candidats favorables à un statu quo avantageux pour Pékin. La rhétorique du moindre mal s'installe alors : la réunification n'est pas pour demain, entend-on, mais il faut éviter de provoquer la Chine. La traduction, côté PCC, est limpide : le KMT devient le partenaire d'une transition pacifique. Si le KMT devait ré-emporter une majorité décisive lors d'un prochain cycle parlementaire, Pékin serait en position d'exiger des contreparties tangibles, comme un gel des achats d'armes américaines en échange d'une promesse de stabilité économique.

Trois trajectoires dominant les perspectives 2025-2030

La première est celle d'une résistance démocratique, avec une probabilité de survenue raisonnable. La société civile se mobilise, le soutien américain et japonais se clarifie, des divisions internes persistent au KMT. Taïwan tient bon, mais au prix d'une usure : le PCC aura cartographié les vulnérabilités et amélioré son outillage pour la prochaine manœuvre.

La seconde est celle d'un glissement progressif, hypothèse la plus plausible. Une conjoncture morose, des blocages répétés et la montée d'un discours pro-dialogue autour d'un tiers de l'électorat ouvrent la voie à un référendum consultatif sur le statut, à une offre « un pays, deux systèmes 2.0 » théoriquement plus autonome que Hong Kong mais bel et bien sous souveraineté chinoise, et à l'acceptation résignée d'une minorité significative, peut-être un cinquième de la population, lassée par la crise.

La troisième est celle d'une cascade à faible probabilité mais impact maximal : crise financière alimentée par la coercition économique, violences politiques dans la rue, blocus partiel et cyberattaques ciblées, hésitations américaines devant le risque d'escalade, et négociation contrainte conduisant à une « région autonome spéciale » promise à la réunification graduelle sur vingt ans.

Face à cette stratégie, Taïwan conserve des marges de manœuvre. La résilience informationnelle est la première digue : l'éducation aux médias doit traiter frontalement la désinformation d'origine chinoise, tandis qu'une plateforme de vérification des faits, dotée de moyens démultipliés, serait capable de répondre en temps réel aux opérations d'influence. Les contre-narratifs, pour être efficaces, devront articuler les limites du modèle chinois – ralentissement économique, expérience de Hong Kong – et les réussites taïwanaises, de la gestion de crises sanitaires à l'innovation technologique, afin de reconstruire la confiance civique. La réduction des leviers d'influence passe par la transparence politique, l'interdiction stricte des financements étrangers pour les partis et l'audit rigoureux des réseaux d'influence, tout en accélérant la diversification commerciale vers l'Inde, le Japon et l'Union européenne pour réduire une dépendance à la Chine encore trop importante, et en soutenant les PME afin qu'elles absorbent les chocs. Enfin, les alliances doivent être consolidées par une clarification explicite des engagements de sécurité américains et japonais, par des exercices conjoints régionaux avec le Japon et les Philippines, et par un partage renforcé de renseignements contre les cyberattaques chinoises.

L'analogie entre Xi'an 1936 et Taïwan 2024 n'est pas une prophétie, mais un manuel de guerre hybride. Le PCC a retenu trois axiomes : toute crise interne est une opportunité, la subversion coûte moins cher que l'invasion et le temps use l'adversaire. Pourtant, Taïwan n'est pas la Chine de 1936. Ses institutions – de la Cour constitutionnelle à une société civile vigoureuse – demeurent robustes. Son économie, pilier mondial des semi-conducteurs, reste résiliente. Ses partenaires – États-Unis, Japon, Union européenne – sont mobilisés. La bataille qui s'ouvre se jouera dans les esprits, dans la cohésion politique et dans la crédibilité internationale. En 1936, le PCC transforma une crise en victoire. En 2024, Taïwan peut transformer une menace en preuve de force, à condition d'agir sans tarder. Dans les mois à venir, cinq signaux mériteront une vigilance particulière. Une alliance formelle entre le KMT et le PCC, fût-ce sous l'habillage d'un accord de coopération économique dépourvu de garanties de souveraineté, indiquerait un tournant.

Un référendum, même non contraignant, sur le statut de Taïwan marquerait une victoire symbolique pour Pékin.

Une contraction ou un report des livraisons d'armes américaines, au nom de la désescalade, signalerait un affaiblissement du parapluie sécuritaire.

Une crise économique interne, notamment un choc immobilier, offrirait au PCC un levier de pression accru.

Enfin, des défections au sein de l'armée ou des services de renseignement témoigneraient d'une infiltration préoccupante.

Claude JAECK
AASSDN

Pour approfondir ces dynamiques, le lecteur pourra se référer à Unrestricted Warfare de Qiao Liang, au rapport « *Chinese Influence Operations in Taiwan* » de l'International Republican Institute publié en 2023 et au documentaire « *The Coming War on China* » de John Pilger.

https://en.wikipedia.org/wiki/Unrestricted_Warfare

[https://www.iri.org/wp-content/uploads/2023/09/Web_IRI-Toolkit-Building-](https://www.iri.org/wp-content/uploads/2023/09/Web_IRI-Toolkit-Building-Resilience-to-PRC-Information-Manipulation.pdf)

[Resilience-to-PRC-Information-Manipulation.pdf](https://johnpilger.com/the-coming-war-on-china/)

<https://johnpilger.com/the-coming-war-on-china/>

Et puis un résumé sur l'incident de Xi'an de 1936 :

<https://fr.wiki7.org/wiki/CRJ/xian/v.9/09112025>



Affiche du film « L'incident de Xi'an »